

- Le syndicalisme en Bolivie -

Le MAS (Mouvement vers le Socialisme)

La Bolivie est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique du Sud, sa position géographique ne l'aide pas à se sortir de cela car le pays n'a pas d'accès à la mer. Qui dit pays pauvre, dit travailleurs exploités ou labeur difficile : c'est ainsi le cas des mineurs d'Huanuni, situé sur le plateau d'Altiplano, où un mois de travail rapporte 150 Dollars Canadien, où 850 travailleurs se relaient 24 heures sur 24 pour dégager de l'étain¹. Le syndicalisme joue un rôle essentiel, il peut être le salut pour de nombreux travailleurs, il est revenu au pouvoir après les élections de décembre 2005 grâce à M. Evo Morales. Il a un rôle tellement important que ce terme de « syndicat » est intimement lié à la politique, à l'inverse des pays occidentalisés. Selon Béatrice et Sydney Webb, syndicalisme se définit comme suit : « Le syndicalisme est le mode d'organisation des salariés pour défendre leurs intérêts ». En Bolivie l'amalgame avec la politique peut être très rapidement fait, mais ce n'est pas une erreur, juste une identité nationale qui s'explique historiquement. En Bolivie, le syndicalisme est le mode d'organisation des citoyens pour défendre leurs intérêts !

Comment la Bolivie est-elle arrivée à une situation sans retour où les renversements politiques se succèdent ? Le pays aux mains des libéraux n'a pas résisté longtemps à l'appel du bouleversement. C'est ainsi que le 17 Octobre 2003, M. Gonzalo Sanchez de Lozada alias « Goni », président ultra libéral issu du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire s'est fait renversé par une révolte provoquant 67 morts. La révolte du peuple a émergé d'un accord entre la Bolivie et la Californie sur le gaz naturel du pays. Le gaz, protégé de l'économie libérale avant 1996 n'est plus la propriété de l'état, il transitait par le Chili, « ennemi héréditaire » des Boliviens. Les difficultés sociales qui ont suivi ce moment ont entraîné la chute du successeur et collaborateur de « Goni » : M. Carlos Mesa. Ce n'est pas récent que la Bolivie est menée par des politiciens de droite ou soit disant de gauche. Cela dure depuis 1985, période de rupture avec la dictature et les avancées obtenues ont concerné la privatisation des entreprises minières, de télécommunication, des transports, de l'électricité et de l'eau dans le cadre du décret 21060 promulguant une « *nouvelle politique économique* ». Ce dernier acte a frappé 25 000 mineurs et disloqué par la même occasion le Centrale Ouvrière Bolivienne (syndicat des mineurs - COB). Peut on croire à une fin annoncée des syndicats ?

Le sociologue Alvaro García Linera précise alors que : « *la société crée alors d'autres mécanismes de représentation et d'action politique : les mouvements sociaux, articulés sur des réseaux territoriaux* ». Les producteurs de coca, les *cocaleros* se regroupent en premier pour survivre contre les tentatives américaines d'éradication des narco trafiquants. C'est ainsi qu'apparaît un leader charismatique : Evo Morales.



Wikipédia
Evo Morales

¹ <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/bolivie/>

Sous l'impulsion du leader faisant tête aux décisions politiques américaines, Evo Morales, créa le mouvement vers le socialisme (MAS) qui devient en 2004 le premier parti de Bolivie. Le MAS ne fait pas une bataille seul car d'autres mouvements émergent : la Confédération Syndicale Unitaire des Travailleurs Paysans de Bolivie, le Mouvement Indigéniste Pachakuti (extrémiste), le Mouvement sans Terre de Bolivie, les Centrales Ouvrières Régionales. Ainsi, le syndicalisme n'est pas mort, il renaît. Le poids d'Evo Morales se fait sentir en 2004 lorsqu'il persuade M. Mesa de demander au peuple s'il souhaite que l'état réintègre dans son giron les hydrocarbures du sol Bolivien ? La grande participation de 70% des Boliviens demande à l'état de faire machine arrière pour augmenter le rôle de ce dernier dans la production des ressources naturelles d'hydrocarbures et pour augmenter la taxation des entreprises multi nationales.

Malgré certaines avancées communes, les disparités géographiques ou religieuses tendent à diviser le regroupement syndical. C'est sûrement le mal qui frappe les mouvements syndicaux Boliviens, mais il est vrai que l'union syndicale est très dure à réaliser quelque soit le pays. Evo Morales est alors critiqué par le mouvement ouvrier de la COB. Les rumeurs de complot antinational de la part du leader du MAS s'annulent lors de l'année 2004 où toutes les communautés Boliviennes se soulèvent contre le gouvernement néolibéral en place. Néanmoins, l'importance d'Evo Morales s'amplifie et ses démarches contre l'administration Bush renforcent sa notoriété et son influence populaire. C'est ainsi que les ruraux, les radicaux, les citadins et les modérés se regroupent contre les élites blanches et riches avec un point commun : le retour de la possession des richesses naturelles par l'état. Malgré les disparités des mouvements peut être liées à une volonté de gouverner, le pays se paralyse en Mai et Juin 2005 et Mesa renonce au pouvoir le 6 Juin. Les contestations ne cessent pas malgré la démission du successeur de « Goni » car M. Hormando Vaca Diez, sénateur du mouvement de la gauche révolutionnaire qui doit prendre la succession de M. Mesa ne fait pas l'unanimité car il soutient les productions pétrolières privées. Suit alors le nom de M. Mario Cossio, allié de « Goni », malheureusement ce dernier détail pousse le congrès à nommer M. Eduardo Rodriguez, président de la Cour Suprême pour assurer l'intendance et organiser de nouvelles élections.

Les divergences syndicales ne s'estompent pas, les deux blocs se disputent la victoire aux présidentielles. La COB et le MAS ont une trame commune : à la fois rural et urbain, impliquant les indigènes (Evo Morales en est un). La COB plus radicale (lance l'idée de former une assemblée populaire,...), agit sur les terres les plus combatives. Le MAS, plus modéré s'appuie sur son leader pour déjouer les attaques fortes du frère ennemi.

La volonté d'obtenir le pays ne mène pas les dirigeants syndicaux à une subjectivité sans égale, ainsi, M. Morales, en lutte avec M. Solares (COB) constate : « *En Amérique latine, nous sommes bons pour renverser les présidents. On devrait se montrer aussi performants pour les remplacer* ». Evo Morales prône une restructuration du modèle économique et social plus qu'une lutte armée menant à l'insurrection

Jour après jour le MAS se rapproche de la victoire présidentielle et son ambition n'est pas de nationaliser le domaine des hydrocarbures car « *il nous ferait revenir aux années 1960, mais, dans un pays aussi petit, qui vit de l'aide des organismes internationaux, nous mettrait dans une situation pire que celle affrontée par Cuba avec le blocus* ».

Le 18 Décembre 2005 concrétise la volonté des syndicalistes de prendre le pouvoir depuis 1946 grâce à l'accession de M. Evo Morales en tant que président de l'état de Bolivie. Les luttes politiques ne doivent pas faire oublier la mouvance syndicale initiale.

Comment peut-on entre apercevoir l'avenir de ce pays après la nomination d'un indigène à la tête du pouvoir ? Est-ce que le simple fait de représenter la majorité des Boliviens d'un point de vue ethnique et racial suffira à Evo Morales pour garder le pouvoir bolivien ? Un point important au niveau économique concerne le fait que 74% des Boliviens² vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Aujourd'hui, le MAS dispose de 65 députés sur 130 et 13 sénateurs sur 27 ce qui n'autorise pas énormément de marge de manœuvre pour le syndicat agricole. Même si les conservateurs se sont éloignés du pouvoir et se regroupent autour de la minorité riche, les mouvements sociaux de gauche représentés par M. Jaime Solares, de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) ou M. Felipe Quispe, du Mouvement indigéniste Pachakuti (MIP), ne laisseront pas beaucoup de temps à M. Evo Morales pour engager les réformes. L'avenir de la Bolivie dépend de ses réformes sur les hydrocarbures et le lobby mondial pétrolier peut jouer un rôle plus important que initialement prévu. Le nouveau gouvernement va redéfinir les contrats bilatéraux avec les compagnies pétrolières pour annuler les premiers accords conclus à l'égard des lois. M. Evo Morales, malgré le soutien des pays d'origine de ces compagnies souhaite augmenter les taxes et les royalties, reprendre la propriété des gisements, et contrôler 50% de la production (Total de France, Repsol d'Espagne, Petrobras du Brésil, British Gas du Royaume Uni ou Exxon des Etats-Unis)³.

En marge du pétrole la lutte américaine contre les narcotrafiquants implique un changement de l'organisation économique agricole Bolivienne. Néanmoins, M. Evo Morales a précisé qu'au slogan « *zéro cocaïne, zéro narcotrafiquants* » il ne faut pas signifier « *zéro coca* ». Pour produire 1 kilogramme de cocaïne, il faut 350 kilogrammes de feuilles de coca et 40 composants chimiques. Les Etats-Unis sont tellement parties prenantes contre cette lutte que chaque accord bilatéral (annulation de la dette,...) s'accompagne d'un plan de destruction des cultures de coca...en vain, la coca, fait vivre la Bolivie. La confédération paysanne annonce même que les cultures légales de coca sont peu nombreuses : « *La feuille de coca est utilisée de manière industrielle dans plus d'une trentaine de produits, du shampoing au dentifrice passant par différents médicaments. Malheureusement, il est actuellement interdit de l'exporter pour cause de criminalisation de la culture de la coca. Le seul importateur légal est la compagnie américaine Stephan and Co. Elle utilise plus de 175 tonnes de feuilles pour produire un anesthésique et un agent de saveur destiné à... Coca-cola !* »⁴. Les instances économiques mondiales sont bien présentes en Bolivie et les textes de lois pourront difficilement combattre les habitudes (production souterraine) tant qu'une alternative à la feuille de coca ne sera pas mise en place. Malheureusement, la culture de cette plante est rare et rémunératrice, il sera donc difficile de faire admettre à ses exploitants de mettre en jachère les terres pour produire des céréales ou des oléagineux.

En Bolivie, la politique joue un rôle si important que les avancées sociales liées aux entreprises Boliviennes sont faibles. Un exemple de concrétisation peut néanmoins être décrit : Les habitants d'El Alto contre le consortium International Waters (Groupe Suez – France) pour la gestion de l'eau potable. C'est ainsi que les agriculteurs, les comités d'eau

² <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/bolivie/>

³ <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/bolivie/>

⁴ <http://www.confederationpaysanne.fr/cs/161BOLI.htm>

potable des quartiers périphériques de La Paz, le syndicat du textile et plusieurs ordres professionnels se sont mobilisés en 1999 contre la perte de la gestion de leur eau potable pouvant entraîner des difficultés d'irriguer les terres. Les tarifs augmentent dans certains quartiers de 300%, impliquant mécontentements et manifestations. Le texte juridique est donc remplacé. Néanmoins, en 2004, ce sont seulement 55% des Cochabambins qui sont connectés au réseau public de la SEMAPA. 20% des citoyens se fournissent en eau au près des entreprises de citernes appliquant un prix élevé⁵. La société nationale emprise à des corruptions visibles a nourri une réflexion d'Oscar Olivera, dirigeant syndical et porte-parole de la Coordinadora : « *Je pense que nous n'avons pas été capables d'établir des structures de participation de la population dans l'optique de construire une alternative neuve de gestion de l'entreprise* ». Le manque de transparence est à la base des abus, mais il ne peut pas être admis que les citoyens de Cochamba ne puissent pas avoir un accès libre et non dispendieux à l'eau potable. Suivant l'exemple de l'eau et de sa privatisation, tous les secteurs des plans néolibéraux entrepris jusqu'en 2004 pénalisent la population qui n'a pas les ressources pour renflouer les caisses de l'état. Les mouvements syndicaux existent mais ressemblent plus à des aspirations révolutionnaires car l'organisation et la structuration ne sont pas suffisamment présentes dans les organismes existants.

L'avenir de la Bolivie dépend des Etats-Unis comme pour de nombreux pays, mais l'enfant de la coca ne veut pas la soumission de l'un au profit de la domination de l'autre⁶. Le secteur de l'énergie sera réintégré aux collectivités régionales. L'avenir de la Bolivie ne dépend pas seulement de son meneur mais un peuple serein peut donner une impulsion au pays et elle ne peut être enclenchée que par les paroles et les actes d'un leader soutenu. L'image du renouveau exprimée par le nouveau président Bolivien doit permettre de passer les obstacles américain, pétrolier et des opposants.

Sources :

Le Monde Diplomatique : Dossier sur la Bolivie
Le Monde : « *La Bolivie syndicale revient au pouvoir* »
Parti du Travail de Belgique : « *élections présidentielles en Bolivie* »
La confédération paysanne : Article de campagnes solidaires, n° 161, mars 2002

⁵ <http://www.alternatives.ca/article1883.html>

⁶ <http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?section=A1AAAGBB&theme=2005>